Communistes
Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Frédéric Genevée membre du Comité exécutif national

Nous venons de vivre des semaines exaltantes qui ont vu la jeunesse et notre peuple infliger une défaite majeure au libéralisme. Le mouvement contre le CPE vient après la victoire du 29 mai, il en est aussi une conséquence. Il confirme que dans ce pays l'antilibéralisme peut être majoritaire. Il démontre que l'unité sur un contenu clair permet de grandes victoires et en appelle d'autres. Non! les mesures gouvernementales pour imposer la précarité et remettre en cause le Code du travail ne sont pas fatales. Les communistes ont été à l'aise dans ce mouvement. Comme lors de la campagne référendaire, en nous mettant à la disposition du rassemblement, nous avons rendu service à l'union et avons contribué à la victoire.
Lors de notre congrès nous avons décidé de continuer de construire ce rassemblement alternatif et antilibéral jusqu'à des candidatures unitaires aux législatives et à la présidentielle. Sans en faire un préalable, nous proposons que pour la présidentielle le ou la candidate soit issu-e de nos rangs. Il n'y aura pas d'automatisme entre le rassemblement de ces dernières semaines et la construction politique que nous proposons. Il faut encore et toujours faire la démonstration de notre utilité, de notre sincérité, c'est ce qu'attendent ceux qui viennent de se mobiliser, ceux qui souffrent de la société actuelle. Les communistes viennent de réunir dans leur programme l'essentiel de leurs propositions : sécurité d'emploi et de formation, extension et rénovation des services publics, VI e République démocratique et sociale, droit de vote des étrangers…

« Poursuivre le rassemblement antilibéral »

Le 13 mai, les collectifs du 29 mai vont adopter leur charte antilibérale, De partout monte l'exigence de réponses alternatives. Il faut confronter les propositions et les faire converger. Nos victoires récentes ne doivent pas être récupérées par une candidature sociallibérale qui apparaîtrait comme la seule efficace pour battre la droite, mais qui en ne répondant pas aux attentes populaires préparerait un nouveau 21 avril. Il faut que se dessine enfin une convergence politique et électorale antilibérale sans exclusive. Les efforts des communistes en diffusant et en faisant signer l'appel de Marie-George Buffet vont dans ce sens. Une dynamique populaire doit prendre corps dans les nombreuses initiatives que nous allons engager et auxquelles nous allons participer, notamment lors de l'anniversaire du 29 mai. Rassembler, rassembler toujours, c'est ce qui fait la passion de l'engagement communiste. ■

Servez-vous



Modèle de tract disponible sur le site Internet :

- **Tract et pétition pour la baisse des taxes sur les carburants**
- **Tract sur les hôpitaux**

Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquettés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet **(www.pcf.fr rubrique « tracts »)**.

Tirer les leçons du 21 avril

Lors d'un point de presse tenu jeudi dernier, Marie-George Buffet a insisté sur le besoin pour la gauche de prendre en compte le mouvement antilibéral qui s'exprime dans le pays depuis plusieurs mois. À un an de la présidentielle, il est urgent pour la gauche de construire une alternative capable de vraiment changer la vie. Sans cela, le risque de revivre le 21 avril est grand. Dans cet esprit, le PCF lance une campagne nationale de débats, de rencontres et pétitions autour de l'appel du 33e Congrès.

Débat à gauche

La première réunion publique, décidée lors du sommet de la gauche du 8 février, se tiendra jeudi 27 avril à 19 heures, au gymnase Japy à Paris (11e), sur les questions d'emploi, précarité et pouvoir d'achat. Avec Marie-George Buffet (PCF), François Hollande (PS), Yann Wehrling (Verts), Jean-Michel Baylet (PRG) et Georges Sarre (MRC)...

1er mai : muguet et manifs



Après la formidable victoire sur le CPE, les militants communistes entendent faire du 1er mai une grande journée de luttes et de rencontres pour faire reculer le libéralisme et ouvrir une perspective répondant enfin aux attentes populaires.

Rendez-vous pour l'Ile-de-France :
Angle République
Bd du Temple
ou
Angle Bd Voltaire
Bd Richard-Lenoir

Fabrice Nicolle

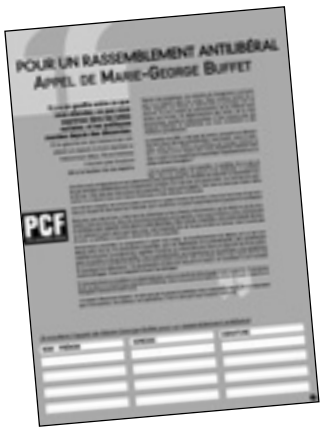
Une nouvelle ambition pour l'école



Le PCF organise le 2 mai à Nanterre un forum pluraliste sur les questions de l'école avec M.-G. Buffet (PCF), C. Roiron (PS), C. Vignal (MRC), S. Joshua (LCR), F. Coq (Mars), M. Blasco (UEC), G. Aschieri (FSU), P. Gonthier (Unsa), K. Stoeckel (UNL), É. Favey (Ligue de l'enseignement), É. Charmeux (chercheur).

À l'initiative

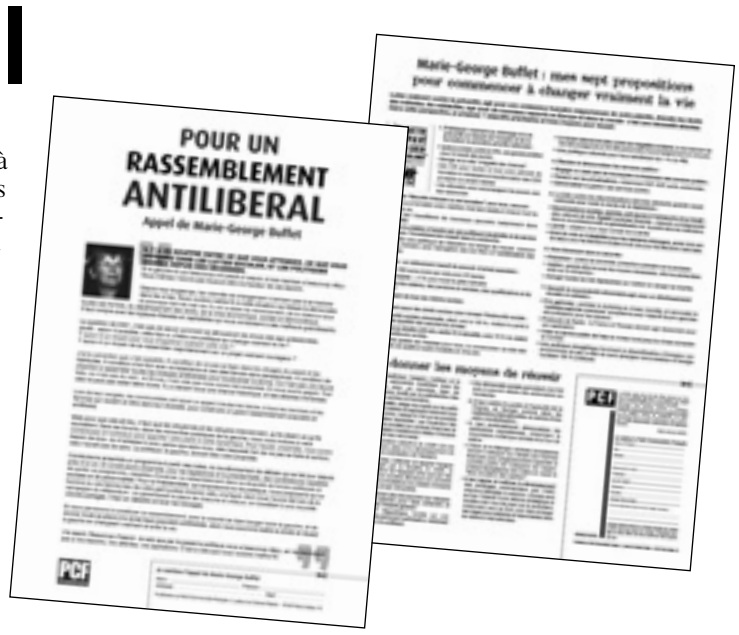
Un grand débat national



Au moment où certains tentent de limiter le débat sur l'avenir du pays à un duel de personnes, la direction du PCF, conformément aux décisions du 33e Congrès, lance un grand débat national sur l'alternative antilibérale. L'objectif : faire grandir l'exigence d'une autre offre politique que la bipolarisation annoncée. Pour cela :

- Un tract reprenant l'appel lancé par Marie-George Buffet à l'issue du Congrès ainsi que les principales propositions du PCF est édité à quatre millions d'exemplaires.
- Cet appel est repris aussi sous forme de pétition afin de recueillir les engagements de soutien à la démarche impulsée.
- Une affiche devrait aussi être éditée.

Cette campagne, que les militants vont animer dans les entreprises, les quartiers et les villages, devrait connaître un premier temps fort autour du 29 mai. Dans de nombreux départements, des rencontres politiques et festives sont d'ores et déjà programmées. ■



A Lyon, du refus du CPE à la construction d'une alternative à gauche

À quelques jours de la réunion publique consacrée aux questions d'emploi, précarité, pouvoir d'achat, prévue le 27 avril en présence des principaux leaders de gauche, le PCF multiplie les rencontres comme à Lyon où les militants avaient invité, pour la circonstance, Alain Obadia (PCF), Pierre-Alain Muet (PS), Loïc Robert (Verts) et Armand Creus (LCR).



La gauche, qui a su se retrouver dans l'opposition au CPE, saura-t-elle donner un prolongement à ce mouvement en construisant un projet crédible et mobilisateur capable de lutter efficacement contre le chômage et d'impulser une réelle politique de l'emploi? L'idée ne semble pas incongrue à l'écoute des représentants des quatre formations politiques qui, répondant à l'invitation des communistes lyonnais, exposaient leurs propositions en la matière.

De réelles convergences

Pour tous, la situation est insupportable. Et si il y a quelques années un premier ministre de gauche pouvait évoquer l'impuissance de la politique face à une économie mondialisée, pour chacun des orateurs les choses semblent aujourd'hui plus claires: c'est la logique libérale qui est responsable des désastres sociaux et économiques actuels. L'heure n'est donc pas au fatalisme mais bien à la lutte concrète pour inverser le cours des choses. Ainsi parle-t-on « d'éradiquer le chômage », du « droit à l'emploi », ou encore de « mettre le plein-emploi au cœur de notre programme ». Des propositions concrètes sont même avancées. Certaines faisant l'unanimité, telles que l'instauration du CDI comme contrat unique de travail ou la revalorisation du SMIC. D'autres, tout en participant d'approches différentes, contribuent, peu ou prou, au pot commun de la gauche. Il en est ainsi de la réduction du temps de travail fortement revendiquée par les Verts, de l'interdiction des licenciements chère à la LCR ou des moratoires suspensifs réclamés par le PCF. Autre proposition: l'idée de sécuriser la vie des salariés. À ce sujet, Alain Obadia avance l'idée « d'un véritable système de sécurité d'emploi et de formation », tandis que Pierre-Alain Muet revendique, au nom du PS, « une sécurité sociale professionnelle ». Si la finalité des deux projets n'est pas identique - pour le PC il s'agit d'un choix de société, alors que le PS le conçoit plus comme un accompagnement social -, l'idée a tellement fait de chemin qu'elle devient pratiquement incontournable.

Le refus grandissant de la précarité



Encore de nombreux chantiers à travailler

Est-ce l'expérience malheureuse de la gauche au pouvoir ou l'expérience plus heureuse de la campagne pour le NON? Toujours est-il qu'aujourd'hui, lorsqu'on est de gauche et qu'on aspire à changer la vie, on ne se contente plus de promesses, fussent-elles bardées de bonnes intentions. D'où certaines impatiences dans le débat. Des critiques aussi. Certaines propositions sont jugées « trop floues », trop « générales ». On demande des précisions sur telle ou telle question. Mais plus que tout, on veut des garanties sur les moyens que la gauche entend se donner pour mettre en œuvre cette politique nouvelle. Et du coup le débat rebondit, notamment après l'intervention d'Alain Obadia. Car pour lui, mettre en œuvre une véritable politique de l'emploi suppose de s'attaquer à la logique financière qui prévaut aujourd'hui, de réformer la fiscalité, le crédit, et de se doter de véritables leviers économiques. De ce point de vue, « le droit de regard des salariés sur les comptes des entreprises » ou « la mise sous tutelle des entreprises qui ne jouent pas le jeu » de la LCR ne fait pas le compte. Quant au représentant du PS, s'il parle de « reconstruire un État recruteur », il reste bien vague quant aux moyens à mobiliser pour développer cette stratégie industrielle au service de l'emploi et la croissance qu'il revendique. Sa proposition d'un « rééquilibrage de la fiscalité » semble de ce point de vue très en retrait au regard de la proposition communiste de « taxer les revenus financiers et créer un pôle bancaire public pour réorienter le crédit vers l'emploi et le développement industriel ». Idem sur les institutions européennes et le rôle de la BCE.

L'intervention populaire

Deux heures de confrontation, c'est court pour faire le tour de la question. Difficile du coup d'échapper aux raccourcis. Mais ce débat aura eu cependant un grand mérite: celui d'établir un premier état des lieux sur ce que propose aujourd'hui la gauche en matière d'emploi. Un constat qui montre que si tout le monde ne partage pas le même jugement sur le bilan de la gauche plurielle et sur ce qu'il convient de faire pour ne pas reproduire les mêmes erreurs, des choses ont déjà bougé depuis 2002. L'irruption citoyenne très forte dans les luttes contre le libéralisme en France et en Europe y est pour beaucoup. Aussi nul doute que dans les mois qui viennent, cette intervention fera encore bouger bien les lignes. Sur l'emploi, mais plus globalement sur l'alternative, le rapport au pouvoir et même sur la conception et le profil des candidatures les mieux à même de représenter le rassemblement antilibéral lors des prochaines échéances électorales. C'était en tout cas le sentiment qui semblait dominer à la sortie du débat. ■

Patrice Falguier

Chaîne humaine pour l'emploi

La commission issue du Conseil national du 7 avril, chargée d'animer la construction d'une chaîne humaine pour sécuriser l'emploi, s'est réunie vendredi 21 avril. Elle a confirmé l'objectif décidé au Congrès de faire grandir, à partir de centaines de débats citoyens, la co-élaboration d'une proposition de loi de sécurisation de l'emploi par la formation.

Dans cet esprit, elle a décidé de publier un appel afin d'aider au débat et à l'impulsion du processus de construction commune.

Elle propose aussi la tenue de rencontres régionales pour l'emploi à l'automne qui pourraient déboucher sur des assises nationales largement ouvertes à toutes les forces syndicales, associatives et politiques et dont l'objectif serait de rédiger une proposition de loi de sécurisation de l'emploi. ■

Interview

Mettre en échec les lois Sarkozy sur l'immigration

Aux côtés de nombreux militants progressistes, les communistes sont engagés dans les initiatives de riposte aux lois Sarkozy. *CommunisteS* a interrogé Sophie Celton et Fernanda Marrucchelli qui animent le collectif Droits des migrants pour la direction du PCF.

Le projet de loi sur l'immigration (CESEDA), qui devrait être examiné pour adoption courant mai, suscite colère et protestation chez les migrants mais aussi chez de nombreux progressistes. Alors, le CESEDA c'est quoi?

Sophie Celton: CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) est la réforme de la loi dite Sarkozy, qui avait pour objectif de « maîtriser les flux migratoires ». Aujourd'hui, le nouveau credo du gouvernement n'est pas de « maîtriser » l'immigration mais de la « choisir ». Cette immigration doit être « susceptible de participer, du fait de ses compétences et talents, de façon significative et durable au développement économique ou au rayonnement, notamment intellectuel, culturel et sportif de la France dans le monde ». Ne sera acceptable que l'étranger perçu comme rentable, l'étudiant qualifié, soigneusement sélectionné, ou l'étranger jetable à la fin de son contrat. La France va donc puiser sans vergogne dans la manne de main-d'œuvre que représentent les pays pauvres, mais à ses propres conditions.

Fernanda Marrucchelli: Ce projet de loi représente une véritable rupture avec les autres lois sur l'immigration car il porte directement atteinte aux droits fondamentaux comme le droit de vivre en famille, le respect de la vie privée, le droit d'asile et le Code du travail. Il ne s'agit pas d'une simple cour à l'extrême droite, comme le montrent les dernières déclarations de Sarkozy, mais bien d'un projet politique et économique qui consiste à sélectionner les migrants qui seront encadrés entre police et patronat.

Le CESEDA concerne bien sûr les migrants, mais au-delà l'ensemble du monde du travail, car en aggravant la situation des étrangers on aggrave la précarité de tous.

S. C.: Le gouvernement et le Medef mettent en place une perspective utilitariste de l'immigration. Dans cette perspective, le migrant n'est plus une personne mais est réduit à la force de travail. Le projet va favoriser l'apport de main-d'œuvre extracommunautaire dont la précarité et l'assujettissement au patronat seront le lot quotidien.

En effet, le droit au séjour est lié au contrat de travail. Pour l'acquisition comme pour le retrait la fin du contrat de travail entraîne la fin du titre de séjour (sauf pour les travailleurs saisonniers dont le titre ne peut aller au-delà de trois ans, mais qui ne peuvent travailler que six mois par an, sans autre ressource le reste du temps car leur résidence habituelle ne sera pas en France).

F. M.: Les employeurs acquièrent un nouveau pouvoir, celui de police! Ils sont chargés d'un pouvoir de contrôle supplémentaire car ils devront vérifier la régularité du titre auprès de l'autorité compétente. Une nouvelle catégorie d'étranger est ainsi créée, dont la durée du titre de séjour dépendra de son « intégration économique » donc du bon vouloir de l'employeur. C'est la mise en œuvre du mode 4 de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et de la Directive Bolkestein (art. 25). C'est la suite logique de l'organisation de la précarité par tous les bouts: CNE, CPE, CESEDA même combat!



Patrice Leclerc www.photothèque.org

S. C.: Ce n'est donc pas une réforme de plus mais un véritable laboratoire de la société libérale. On commence par le migrant… La traque des sans-papiers qui s'intensifie en ce moment est bien une anticipation de la loi CESEDA.

Où en est la mobilisation et quel est l'apport communiste dans cette bataille?

S. C.: La mobilisation citoyenne est exceptionnelle face à cette attaque. Le collectif « Unis contre une immigration jetable » compte plus de 400 membres. La pétition a été signée par environ 40000 personnes (www.contreimmigrationjetable.org). Le PCF est membre fondateur de ce collectif. Pour les communistes il ne s'agit pas seulement d'antiracisme et de solidarité morale, mais d'une question politique décisive. C'est pourquoi nous appelons à la participation à toutes les initiatives qui s'opposent à ce projet. Notamment les manifestations du 29 avril dans toute la France et la manifestation nationale du 13 mai à Paris.

F. M.: Nous pensons que les citoyens doivent avoir les éléments de cette loi et nous prendrons des initiatives dans ce sens. D'autres choix sont possibles. C'est une question décisive à gauche pour construire l'alternative, battre la droite et réussir à gauche. Elle sera au cœur des débats du premier forum national qui se tiendra à Marseille sur cette question. ■

Propos recueillis par Patrice Falguier

Planète

Iran: Contre la logique de guerre des États-Unis

Pour un désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé

Les conditions d'une nouvelle crise internationale se mettent en place au Moyen-Orient avec les menaces grandissantes et inquiétantes d'une action militaire américaine contre l'Iran et la question de l'accès de ce pays à l'arme nucléaire. Comme si la tragique expérience de l'Irak et l'épreuve imposée au peuple palestinien ne suffisaient pas à la déstabilisation de toute une région où les peuples rejettent avec force la logique de guerre et de domination des États-Unis.

Le régime de Téhéran a multiplié les provocations, appelé à la destruction d'Israël. C'est une dictature cynique qui suscite la méfiance. Nous sommes solidaires des progressistes iraniens qui, dans leur diversité, agissent avec courage pour les libertés, pour un État de droit et pour que leur pays puisse jouer un rôle positif dans le monde.

Rien ne peut justifier les projets de bombardements sur des centrales nucléaires iraniennes et un engagement qui serait irresponsable dans une logique de force très dangereuse. Jusqu'où pourrait conduire l'engrenage de la violence et pour quels résultats? Il est consternant que l'on ait même pu envisager l'utilisation d'armes nucléaires pour empêcher le régime iranien d'accéder à ce même type d'arme. N'est-ce pas une façon d'encourager l'escalade et de pousser Téhéran à la recherche d'une force nucléaire dissuasive?

Le Parti communiste français élève la plus vive protestation contre cette politique de guerre dite « préventive ». Il fait sien l'appel du Secrétaire général de l'ONU à « calmer la rhétorique et à éviter l'escalade ».

La solution à cette crise ne réside ni dans la force militaire ni dans des sanctions qui pèseraient sur le peuple iranien. Il n'y a pas d'autre issue que diplomatique et négociée. La France et ses partenaires européens doivent s'engager fortement dans cette voie.

Le Traité de non-prolifération nucléaire définit une responsabilité collective pour un désarmement multilatéral et contrôlé. Ce traité doit être respecté et appliqué par tous. Dans cet esprit, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU doivent agir avec d'autant plus de détermination pour le désarmement nucléaire qu'ils sont les premiers comptables de la sécurité internationale au titre de la responsabilité principale du Conseil de sécurité.

La crise autour du nucléaire iranien n'est pas qu'une crise du régime de la non-prolifération. C'est un problème de sécurité pour l'ensemble du Moyen-Orient et pour le monde. Tous les pays sont concernés, y compris l'Inde, le Pakistan et Israël, non-signataires du TNP. Il ne peut y avoir deux poids deux mesures.

La France et ses partenaires doivent s'inscrire dans cette exigence de sécurité en agissant pour l'élimination de toutes les armes nucléaires, mais aussi pour la résolution pacifique des conflits et des crises pour en finir avec le surarmement et les tensions. ■

PCF, Paris le 18 avril

Parti pris

Le PCF condamne la répression féroce au Népal

Le peuple népalais défile par dizaines de milliers dans les rues de Katmandou et des autres villes du pays, défiant avec détermination une police brutale qui ordonne de tirer à vue sur les manifestants. Dix personnes au moins ont été tuées, 4000 ont été arrêtées. Le Parti communiste français condamne cette répression féroce. Les sept partis politiques - dont les communistes - qui appellent, depuis le début de l'année, aux mobilisations populaires répétées et aux grèves générales, actions auxquelles se sont joints les maoïstes, exigent l'arrêt de la

répression et du pouvoir autocratique, le rétablissement de la démocratie et des libertés confisquées par le roi Gyanendra. Celui-ci a limogé le gouvernement en février 2005, pris les pleins pouvoirs, instauré l'état d'urgence et suspendu les droits fondamentaux.

La situation atteint un tel niveau de gravité que l'ONU a condamné l'usage de la force et les atteintes aux libertés soulignant que « le recours à de telles forces contre des civils non armés est inexcusable et ne peut être justifié ». L'indifférence arrogante du pouvoir népalais à l'égard des revendications du mouvement populaire népalais et la violence de la répression suscitent une indignation légitime dans la région et dans le monde. Les communistes français affirment leur solidarité avec le peuple du Népal et les forces démocratiques de ce pays. Ils exigent l'arrêt immédiat de la répression et la libération des manifestants incarcérés. ***PCF, le 21 avril***

« Peur sur la ville ! »

Pour Xavier Lemoine (UMP) qui vient, par arrêté municipal, d'interdire les groupes de plus de 3 mineurs dans le centre ville de Montfermeil, la jeunesse est la nouvelle « classe dangereuse ». C'est « peur sur la ville »! Comme Sarkozy, Lemoine vient chasser sans vergogne sur terrain qui était naguère celui du Front national. Le mouvement anti-CPE a témoigné combien la jeune génération constitue une force extraordinaire pour faire gagner des valeurs de solidarité et de justice. Avec l'arrêté municipal de Montfermeil, les grandes manifestations anti-CPE auraient toutes été « hors la loi ». Décidément, la victoire populaire des jeunes et du monde du travail est insupportable pour la droite.

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF
Paris, le 24 avril

Médias

3 mai 2006, journée internationale pour la liberté de la presse

Deux questions à Francis Parny, animateur du pôle Culture, intellectuels, médias du PCF.

À l'occasion de la journée de la liberté de la presse, le PCF souhaite engager un débat national avec les professionnels de l'information. Dans quel esprit et sous quelle forme?

Le PCF a mené ces derniers mois un travail de réflexion et de proposition dans le cadre de son collectif médias. Ces propositions, que nous avons éditées sous la forme d'une brochure de 24 pages, nous voulons les mettre en débat avec toute la population mais aussi avec les salariés des médias. Le 3 mai, dans toute la France, les militants communistes iront à leur rencontre pour échanger avec eux: radios, télévisions, quotidiens nationaux ou régionaux, ce sont plusieurs centaines de médias, plusieurs dizaines de milliers de journalistes, techniciens mais aussi d'étudiants que nous nous proposons de rencontrer.

Nous avons décidé de mener cette bataille pour la transformation des médias qui va de pair avec la transformation de la société que nous souhaitons. Il n'est pas possible de faire l'économie de ce débat que la gauche a trop longtemps laissé de côté. Les logiques financières qui sont au cœur de la gestion libérale de la société dominent de la même façon l'information, la culture et le divertissement. C'est ce qu'il faut changer.

Quelles sont les principales propositions du PCF en matière de liberté de l'information?

D'abord, nous proposons d'inscrire dans la Constitution le droit à l'information et de constitutionnaliser un Conseil supérieur des médias démocratisé. Nous proposons également de refonder un véritable pôle public des médias, de garantir l'existence des médias associatifs, de lutter par une véritable loi contre les concentrations financières dans ce domaine, de défendre la presse d'opinion et de débarrasser les médias publics des logiques financières et du diktat de l'audimat. Pour y parvenir, l'argent doit être



réorienté pour permettre d'assurer le financement de ce pôle public et notamment des médias à but non lucratif grâce à une taxe sur les recettes publicitaires et la création d'un fonds public de soutien à l'expression audiovisuelle citoyenne. ■

P. F.

L'air du temps

Le « moment Thatcher »

Au plus fort de la crise du CPE, *Le Figaro* confiait volontiers que la stratégie de de Villepin consistait à « thatcheriser » la droite française, ce qui supposait en l'occurrence de tenir tête aux syndicats, voire de les mettre KO.

On se rappelle en effet que la première mesure prise par Margaret Thatcher, au début des années quatre-vingt, fut de casser la grève des mineurs, humilier leur puissant syndicat et sa figure emblématique Arthur Scargill. La répression fut violente: 5987 personnes arrêtées, 1039 condamnées, parfois jusqu'à neuf mois d'emprisonnement. Pour fait de grève.

À peu près au même moment, le 3 août 1981, Ronald Reagan était confronté au mouvement de 13000 contrôleurs aériens; ils revendiquaient pour le salaire, le temps de travail, la retraite anticipée. Reagan déclara la grève illégale, refusa de négocier et licencia tout le monde!

Hélas pour de Villepin: comme l'écrit le journal anglais *The Economist*, « il a raté son « moment Thatcher », le point où il aurait pu mettre à l'épreuve la résistance des syndicats et imposer le libéralisme économique à un public inquiet ».

Doublement raté, si l'on peut dire, puisque depuis l'échec du CPE, la cote du chef du gouvernement est au plus bas et celle des syndicats en forte hausse. ■

Gérard Streiff

Vie du Parti

70e anniversaire du Front populaire

- **Une soirée anniversaire est organisée le 3 mai au siège national du PCF. De 18 à 19 heures, accueil en musique et librairie: Les livres du Front populaire.**

À partir de 19 heures:
- Table ronde avec des historiens: Michel Margairaz, Danielle Tartakowsky et Serge Wolikow.
- Prises de parole de Cédric Clérin et de Marie-George Buffet
- Projection du film de Jean Renoir, *La vie est à nous.*

À cette occasion, il est proposé aux fédérations ou sections la possibilité d'organiser, en direct, par Internet, la retransmission de cette soirée.

Contact: Gérald Briant au 0140401214.



- **Un numéro spécial de *l'Humanité Dimanche* sera édité.**
- **Quatre ciné-conférences autour du Front populaire sont organisées au siège national par *Ciné-archives*, avec à chaque fois une conférence et des films d'archives:**

- Jeudi 11 mai, 19 heures: Les grèves: *Une joie sans mélange*, conférencière Danielle Tartakowsky
- Jeudi 18 mai, 20 heures: *Nous sommes au commencement de tout*: panorama d'une mutation culturelle, conférencier Pascal Ory
- Jeudi 1er juin, 19 heures: Un parti communiste en effervescence, conférencier Serge Wolikow
- Jeudi 8 juin, 19 heures: La nouveauté d'un cinéma militant, conférencier: Bert Hogenkamp

Contact: Julie au 0140401248
cinearchives@free.fr

1er mai

Une vente du muguet à la hauteur de nos ambitions et des luttes



La vente du muguet est sans doute l'initiative de souscription des communistes la plus visible. Elle permet de collecter, chaque année, plusieurs centaines de milliers d'euros qui concourent au financement de l'expression et des initiatives communistes. La présence, le 1er mai, de milliers de militant-e-s dans tout le pays donne une dimension publique et populaire au besoin de financement de notre action politique et plus généralement du débat démocratique.

Un an après la victoire du NON à l'Europe ultra-libérale et juste après la grande victoire sur le CPE, il est plus opportun que jamais d'insister sur les besoins et les moyens nécessaires à la poursuite et au développement du débat et de l'intervention populaire.

Proposer le muguet du PCF, ce sera certes un appel à soutenir les efforts des communistes, mais, au-delà, ce sera solliciter un acte d'engagement citoyen; un geste pour poursuivre ensemble la résistance à la casse économique et sociale; une volonté affirmée d'avancer dans la construction d'une alternative au libéralisme en vue des échéances de 2007.

Ces derniers mois ont montré la capacité de mobilisation de millions de personnes pour s'opposer aux mesures du gouvernement. Dans le même esprit, il nous faut faire appel à la mobilisation des moyens financiers. ■

Jean-Louis Frostin
trésorier du Comité national du PCF

Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Mèl: communistes@pcf.fr
Télécopie: 0140401246
DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing
Tél.: 0140401167
RÉDACTION: Patrice Falguier
Tél.: 0140401359
Élisabeth Ackermann Tél.: 0140401106
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MAQUETTE: Zouhaïr Nakara, Stéphane Paturey
COMITÉ DE PILOTAGE:
Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue
Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque
Brigitte Dionnet - Patrice Falguier
Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre

Erratum

CN du 7 avril

Un copié/collé malheureux a reproduit deux fois la même intervention de Nicolas Marchand. Sa seconde intervention était donc: « Je ne comprends pas qu'il soit prévu de voter à main levée. Les statuts fixent un vote à bulletins secrets. Il faut les respecter. Non, ce n'est pas du pinaillage, c'est un devoir pour le CN. Le vote à bulletins secrets pour élire les dirigeants n'est pas une option, c'est une règle. C'est l'article 4.2: « Le vote est toujours secret pour l'élection à toute fonction ou responsabilité. » Je n'ai pas voté les statuts, mais même s'il n'y a pas de problème pour le vote, on n'a pas le droit de commencer par s'asseoir sur les statuts qui viennent d'être adoptés par le Congrès. » ■

Sur l'agenda de Marie-George Buffet

Mercredi 26 avril - Corse
• Initiatives dans l'île
• Meeting à Ajaccio

Jeudi 27 avril - Lille/Paris
• Congrès de la CGT
• Forum de la gauche sur l'emploi

Vendredi 28 avril - Bourges
Débat au *Printemps de Bourges* sur le thème « Culture et perspectives antilibérales à gauche »

Samedi 29 avril - Paris
Rencontre européenne contre la précarité

Lundi 1er mai - Paris
Participation à la manifestation parisienne

Mardi 2 mai - Nanterre
Rencontre nationale « L'école, une nouvelle ambition. Ensemble, la riposte pour une alternative ambitieuse »